

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BORALEX - FERME EOLIENNE REMISE DE RECLAINVILLE

12 rue Vignon
75009 Paris

Références : IC250542
Code AIOT : 0010011669

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement BORALEX - FERME EOLIENNE REMISE DE RECLAINVILLE implanté Louville la Chenard 28150 Louville-la-Chenard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action régionale "biodiversité", l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection inopinée du parc éolien de la Remise de Réclainville.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORALEX - FERME EOLIENNE REMISE DE RECLAINVILLE
- Louville la Chenard 28150 Louville-la-Chenard
- Code AIOT : 0010011669
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Mis en service fin 2022, le parc de Réclainville comprend 2 postes de livraison et 6 éoliennes d'une puissance nominale de 2400 kW situés sur la commune de Louville-la-Chenard.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
5	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2	Sans objet
6	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2	Sans objet
7	Balises lumineuses de nuit	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5	Sans objet
8	Synchronisation du balisage lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Sans objet
9	Panneau de prescriptions pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]
Constats : Par courriel du 02/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'avril 2024 (référence Réclainville_Mortalité_BORALEX_Biotope_V3) relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2023. Le prochain suivi est programmé en 2032. <u>Constat : Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié

et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Les conclusions du rapport d'avril 2024 relatives au suivi environnemental du parc réalisé en 2023 indiquent que : *"Le nombre de cadavre de chauves-souris retrouvé aux pieds des éoliennes du parc éolien de Réclainville reste très faible [...]. Dans ce contexte, il conviendra de maintenir dans les années futures le bridage mis en place et d'effectuer un nouveau suivi dans 10 ans comme le demande l'arrêté d'autorisation.*

Il est préconisé de poursuivre en 2024, le suivi sur les busards sur la période de reproduction pour évaluer leur fréquentation au niveau du parc. En cas de découverte d'un nid, il est préconisé de mettre en œuvre la protection de la nichée. Cette action agira plus globalement sur la préservation des populations locales".

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant que le suivi environnemental est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation et non 10 ans après le dernier suivi environnemental (voir point de contrôle précédent).

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes

Prescription contrôlée :

[...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]

Constats :

Par courriel du 02/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité" en date du 08/04/2024.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69

Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport d'avril 2024 relatif au suivi environnemental de 2023 mentionne la découverte des cadavres suivants sur le parc de Réclainville :

- 5 espèces d'oiseaux retrouvées (1 Étourneau sansonnet, 1 Pigeon colombin, 2 Pigeons biset et 1 Hibou moyen-duc),
- 2 chiroptères (2 Pipistrelles de Kuhl).

Les espèces susmentionnées ne sont pas classées comme étant en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale.

Pour rappel, dans le cadre du suivi environnemental et à tout moment de la vie de l'installation, une mortalité d'espèce menacée (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante/massive d'une même espèce protégée sont considérés comme des incidents au titre de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.

Par conséquent, pour le site de Réclainville, aucun incident relatif à la mortalité d'espèce menacée n'a été recensé en 2023.

Constat : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en oeuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du bridage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes : du 1er août au 31 octobre, pour des vents inférieurs à 6m/s à hauteur de nacelle, des températures supérieures à 10°C et sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil). Ces mesures seront donc couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (pluviométrie, vitesse du vent, température). La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées. Toute modification de ce plan de fonctionnement réduit devra faire l'objet de la demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain à 22 h 10, l'inspection des installations classées constate l'arrêt de l'éolienne RCL4. Par courriel du 04/09/2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de mise en application du plan de bridage. Aux date et heure de visite, l'inspection des installations classées observe que le bridage mis en place pour l'ensemble des éoliennes est cohérent avec les paramètres météorologiques enregistrés (vitesse du vent se situant entre 3,37 m/s et 3,8 m/s donc inférieure à 6m/s et température entre 30,38°C et 30,61°C donc supérieure à 10°C).</p> <p>Constat : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plantation de végétaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le cas échéant, les opérations de transplantation des végétaux sont privilégiées au défrichement. Tout défrichement devra se concentrer en priorité sur la végétation jeune, afin de préserver les arbres les plus mûres servant d'habitats aux espèces sensibles. Ce défrichement est compensé par la plantation d'un nombre équivalent de nouveaux arbres isolés et de linéaires de haies, de même essence, destinés à palier la perte d'habitat. Ces espaces sont créés à une distance</p>

suffisante de l'emprise des aérogénérateurs pour ne pas favoriser la prolifération d'avifaune et de chiroptères au voisinage direct des machines.

En particulier, les 87 mètres linéaires qui seront détruits devront être replantés par 53 mètres linéaires identiques sur site et par 117 mètres linéaires sur des parcelles communales.

[...]

Constats :

Rappel du constat du 03/06/2024 : absence du justificatif de la mise en place de la mesure de compensation du défrichement.

Visite d'inspection du 12 août 2025

Par courriel du 17/08/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments justificatifs sur la replantation de haies qui mentionnent que :

- 6 haies ont été replantées pour une longueur totale de 306 mètres linéaires ;
- ces haies ont été replantées conformément aux mètres linéaires prévus sur les parc d'Evits et Josaphats et Remise de Réclainville cumulés (total cumul de 300 mètres linéaires attendus) ;
- chaque haie est numérotée et associée à un dossier photo permettant de justifier la plantation avec des photos datant de la phase de chantier et des photos datant d'août 2024.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Balisage lumineux de nuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux

Prescription contrôlée :

Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).

Des feux de moyenne intensité, dits "à faisceaux modifiés", peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]

Constats :

Sur le terrain, à 22 h 10, l'inspection des installations classées constate que le balisage lumineux du parc éolien est assuré par des feux à éclats rouges implanté sur l'ensemble des éoliennes du parc. Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).

<u>Constat : Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Synchronisation du balisage lumineux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux
Prescription contrôlée : Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]
Constats : Le 12/08/2025 à 22 h 10, il est constaté que le balisage lumineux des éoliennes du parc est synchronisé. <u>Constat : Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Panneau de prescriptions pour les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Panneau de prescriptions pour les tiers
Prescription contrôlée : [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Lors de la visite de l'éolienne RCL4 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate que le panneau comportant les prescriptions à observer par les tiers est correctement implanté sur le chemin d'accès de l'aérogénérateur. <u>Constat : Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

